

CONGO  
(LEOPOLDVILLE)



Treaty Series No. 1 (1965)

# Exchange of Notes

between the Government of the  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
and the Government of the Republic of the Congo

concerning a Loan by the  
Government of the United Kingdom  
to the  
Government of the Republic of the Congo

Leopoldville, January 3, 1964

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs  
by Command of Her Majesty  
January 1965*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

NINEPENCE NET

Cmd. 2509

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE CONGO CONCERNING A LOAN BY THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM TO THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE CONGO**

No. 1

*Her Majesty's Ambassador at Leopoldville to the Prime Minister of the Republic of the Congo*

*Leopoldville*

*le 3 janvier 1964*

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la décision du Gouvernement de Sa Majesté d'accorder, à titre d'aide à la République du Congo, l'équivalent en sterling de deux millions de dollars (£714.286). Le Gouvernement de la République du Congo ayant accepté cette aide, j'ai l'honneur à présent, selon instructions reçues du Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté, de faire les propositions suivantes concernant ce programme d'importations :

- (a) Le Gouvernement du Royaume-Uni confirme son offre de fournir du sterling pour l'achat de produits essentiels dans le Royaume-Uni, dans le cadre du programme d'importation de la République du Congo, à concurrence d'une valeur totale de £714.286, ce montant comprenant les frais de transport et d'assurance des marchandises jusqu'à l'endroit de leur entrée au Congo.
- (b) Etant donné que l'aide est insuffisante pour couvrir toutes les demandes potentielles d'importations en provenance de Grande-Bretagne, nos deux Gouvernements ont exprimé le désir de voir cette aide consacrée aux secteurs de l'économie Congolaise pour lesquels elle produirait les résultats les plus intéressants. Il a donc été entendu entre les deux Gouvernements que cette aide serait consacrée exclusivement à :
  - (i) l'achat de pneus et de pièces détachées britanniques pour tracteurs et véhicules commerciaux fabriqués dans le Royaume-Uni jusqu'à concurrence d'un montant total de 60% des £714.286;
  - (ii) l'achat de pièces détachées britanniques et outillage de remplacement pour des machines de fabrication britannique installées au Congo et qui sont employées pour le traitement de produits agricoles ou de filature, jusqu'à concurrence d'un maximum de 40% des £714.286.

Des licences d'importation sur quotas ne seront allouées qu'aux sociétés ayant des plantations ou aux distributeurs au Congo possédant des contrats d'agence exclusive avec des fournisseurs britanniques des produits mentionnés ci-dessus et afin d'assurer que

ces seuls produits soient importés dans le cadre de ce programme d'aide, il est suggéré que les licences d'importation soient visées par le Ministère de l'Economie Nationale dans le sens qu'elles ne pourront être valables que pour l'importation de ces produits. De cette manière, il sera assuré que 90% au moins des importations dans le cadre de ce programme sont destinés aux tracteurs, camions et machines agricoles à l'intérieur, ceci étant en conformité avec le souhait du Gouvernement Congolais de voir au moins 70% de toutes les importations accordés à des firmes établies à l'intérieur du Congo.

- (c) Les importations de marchandises dans le cadre de ce programme seront effectuées par les voies normales et suivant une procédure convenue avec le Ministère de l'Economie Nationale et décrite dans l'Annexe à cette note. Le Gouvernement du Royaume-Uni prend toutes dispositions nécessaires afin de payer sur présentation tous prélèvements qui seront faits conformément aux conditions des crédits documentaires relatifs aux marchandises dont l'arrivée au Congo sera certifiée, en temps utile, suivant la procédure convenue entre les deux Gouvernements.
- (d) Un compte spécial qui sera tenu par le Conseil Monétaire sera constitué pour la contrepartie en francs provenant de ce programme et la mise à disposition éventuelle de ce fonds de contrepartie sera faite après consultation entre les représentants de nos deux Gouvernements, en consultation avec la Mission des Nations-Unies au Congo.
- (e) Le Système décrit dans cette note et son Annexe est sujet à révision à la lumière de l'expérience et peut être modifié de commun accord à la demande de l'un des deux Gouvernements.
- (f) La date à laquelle le placement des commandes pourra débuter dans le cadre de cet accord sera celle du 29 novembre, c'est-à-dire la date du jour où j'ai notifié à Votre Excellence l'accord de mon Gouvernement de mettre cette aide à disposition.

2. Si le Gouvernement de la République du Congo est d'accord sur ces propositions, j'ai l'honneur de suggérer que la présente Note de même que son Annexe et votre réponse dans ce sens, soient considérées comme constituant un Accord entre nos deux Gouvernements.

Je vous prie de croire, Excellence, aux assurances de ma plus haute considération.

E. M. ROSE.

#### ANNEXE

Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à mettre à la disposition du Gouvernement de la République du Congo un montant de £714.286 pour couvrir des importations de marchandises en provenance du Royaume-Uni. Les marchandises seront payées dans le Royaume-Uni par le Gouvernement de Sa Majesté et leur arrivée au Congo sera dûment certifiée et vérifiée selon des procédures à convenir entre les deux Gouvernements. Le montant de

£714.286 qui sera mis à disposition par le Gouvernement du Royaume-Uni comprendra le coût du transport et de l'assurance des marchandises jusqu'à l'endroit de leur entrée au Congo. Le Gouvernement du Royaume-Uni prendra des arrangements avec une ou des banques à Londres pour mettre en dépôt chez elle(s) des livres sterling, avec lesquelles elle(s) paiera (ront) les exportateurs qui présenteront des documents établis en conformité avec les crédits documentaires des banquiers ouverts en vertu de licences d'importation valables au Congo et visées par le Ministère de l'Economie Nationale, après consultation préalable avec l'Ambassade de Sa Majesté à Léopoldville.

2. Les firmes qui importent les produits de fabrication britannique décrits dans cet accord et qui sont enregistrées auprès du Ministère de l'Economie Nationale, seront invitées à soumettre une demande de quota d'importation dans le cadre de ce programme d'aide. Elles devront préciser la quantité et la qualité des marchandises qu'elles désirent importer sur ce programme, sur base de leurs besoins en pièces de rechange pour une période de six mois. Ces demandes préliminaires seront examinées par le Ministère de l'Economie Nationale, de concert avec l'Ambassade Britannique. Après qu'elles auront été approuvées par le Bureau de Coordination Economique, le Ministère de l'Economie Nationale enverra aux importateurs dont les demandes ont été acceptées, une lettre de quota (avec copie à l'Ambassade Britannique) pour le montant alloué au demandeur. L'importateur remet sa lettre de quota à son banquier et remplit un formulaire de licence, que son banquier transmet ensuite au Conseil Monétaire pour validation, et dont trois copies seront envoyées, après validation, à l'Ambassade Britannique. A la réception de la licence validée, le banquier de l'importateur peut ouvrir un crédit documentaire pour lequel l'importateur doit verser en espèces une couverture de 100% auprès de son banquier. Le banquier remettra cette couverture en espèces au Conseil Monétaire qui la conservera dans un compte spécial.

3. Les licences délivrées dans le cadre de cet accord auront une validité maximum de 120 jours à dater du moment de la validation et ne seront prolongées par le Conseil Monétaire que dans des circonstances exceptionnelles. Les licences d'importation doivent inclure une allocation pour frais d'un certificat de contrôle: tous autres frais seront exclus.

4. Le cours du change à appliquer sera le cours officiel en vigueur à la date à laquelle les documents d'embarquement y afférents seront reçus par la banque au Congo qui ouvre le crédit documentaire.

5. Les banques Congolaises agréés passeront ensuite les crédits documentaires par l'intermédiaire de leurs correspondants de Londres, leur demandant que la banque ou les banques britanniques nommées par le Gouvernement de Sa Majesté donnent avis et confirment les crédits. Cette banque ou ces banques effectueront les paiements contre tous documents présentés conformément aux conditions du crédit, à savoir les documents ci-après:

- (a) factures commerciales conformes aux factures pro forma remises antérieurement;
- (b) une police d'assurance tous-risques en sterling;

- (c) un jeu complet de connaissements directs, mentionnant le coût du fret et du transport payés jusqu'au Congo. Le connaissement direct sera établi au nom de la Banque établissant le crédit;
- (d) le Certificat de l'Exportateur disant que les marchandises sont fabriquées en Grande-Bretagne;
- (e) tous autres documents exigés par l'importateur ou le Ministère de l'Economie Nationale.

[Translation of No. 1]

*Leopoldville,*

*January 3, 1964*

Excellency,

I have the honour to refer to the decision of Her Majesty's Government to grant sterling equivalent of \$2 million (£714,286) as assistance to the Republic of the Congo. The Government of the Republic of the Congo having accepted this aid, I now have the honour, in accordance with instructions received from Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to make the following proposals concerning this import programme:

- (a) The Government of the United Kingdom confirms its offer to provide sterling for purchase of essential goods from the United Kingdom within the framework of the import programme of the Republic of the Congo to a total value of £714,286, this sum to include the transportation and insurance costs up to their point of entry into the Congo.
- (b) Since the aid is insufficient to cover all potential demands for British imports, it is the desire of the two Governments that it should be devoted to those sections of the Congolese economy where it will produce the most beneficial results. It is therefore agreed by the two Governments that this aid should be devoted exclusively to:
  - (i) the purchase of British-made tyres and spare parts for tractors and commercial vehicles manufactured in the United Kingdom up to a total amount of 60% of £714,286;
  - (ii) the purchase of British-made spare parts and replacement machinery required for British machines installed in the Congo and which are used in processing agricultural products and threads, up to a maximum of 40% of the £714,286.

Import licence quotas should be allocated only to plantation companies or distributors in the Congo holding brand agency contracts with British suppliers of the above mentioned items and to ensure that only these items are imported under this aid programme, it is suggested that import licences be endorsed by the Ministry of National Economy to the effect that they are valid only for the importation of these items. In this way it will be assured that at least 90% of the imports under this programme will be used for tractors, trucks and agricultural machinery in the interior and it is

thereby in accordance with the Congolese Government's wish to devote at least 70% of all imports to companies established in the interior of the Congo.

- (c) Imports of goods under this programme will be effected through normal commercial channels in accordance with procedure agreed with the Ministry of National Economy, and set out in Annex A to this Note. The Government of the United Kingdom undertakes to make arrangements to pay at the presentation of all drawings which are made in accordance with the terms of documentary credits in respect of goods whose arrival in the Congo will in due course be certified in accordance with the procedure agreed between the two Governments.
- (d) A special account to be held by the Monetary Council will be set up for the counterpart francs which will accrue by virtue of this programme and the eventual disposal of these counterpart funds will be made after consultations between the representatives of our two Governments in consultation with the United Nations Mission to the Congo.
- (e) The system set out in this Note and annexed thereto is subject to review in the light of experience, and may be amended by mutual agreement at the request of either Government.
- (f) The operative date for the placing of orders under this agreement shall be the 29th of November, *i.e.*, the day on which I notified Your Excellency of the decision of the Government of the United Kingdom to make this aid available.

2. If the Government of the Republic of the Congo agrees to these proposals, I have the honour to suggest that the present Note, together with its Annex, and your reply in that sense, shall be regarded as constituting an Agreement between our two Governments.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

E. M. ROSE.

#### ANNEX

The Government of the United Kingdom undertakes to make available to the Government of the Republic of the Congo up to £714,286 to cover imports of goods made in the United Kingdom. The goods will be paid for in the United Kingdom by Her Majesty's Government, and their arrival in the Congo will be duly certified and verified according to procedures to be agreed between the two Governments. The sum of £714,286 to be made available by the Government of the United Kingdom will include the costs of transporting and insuring the goods to the point of their entry into the Congo. The Government of the United Kingdom will make sterling available by arrangements with a British bank or banks

in London which will pay exporters presenting documents drawn up in conformity with bankers' documentary credits, established by virtue of valid import licences into the Congo, endorsed by the Ministry of National Economy after prior consultation with Her Majesty's Embassy in Leopoldville.

2. Companies which import the British-made products described in this agreement and which are registered with the Ministry of National Economy will be asked to submit a request for an import quota under this aid programme. They should stipulate the quantity and quality of the goods which they wish to import under the programme, based on their spare parts requirements for a period of six months. These preliminary requests will be examined by the Ministry of National Economy in consultation with the British Embassy. After they have been approved by the Bureau of Economic Coordination the Ministry of National Economy will send to importers whose applications have been accepted, a letter of quota (with a copy to the British Embassy) for the amount allotted to the applicant. The importer takes his letter of quota to his banker and fills out a licence form, which his banker then transmits to the Monetary Council, three copies of which after validation will be sent to the British Embassy. On receipt of the validated licence, the importer's banker may open a documentary credit against which the importer must deposit 100% cash covering with his banker. The banker will remit the cash cover to the Monetary Council to be held in a special account.

3. Licences issued under this agreement will have a maximum validity of 120 days from the date of validation and will only be prolonged by the authority of the Monetary Council under exceptional circumstances. Import licences must include allowance for the costs of a Certificate of Control: all other charges will be excluded.

4. The rate of exchange to be applied will be the official rate ruling on the date on which the relative shipping documents are received by the bank in the Congo opening the documentary credit.

5. Authorised Congolese banks will then pass the documentary credits through their London correspondents, asking them to have the credits advised and confirmed by the British bank or banks nominated by Her Majesty's Government. This bank or banks will pay all documents presented in conformity with the terms of the credits, which will require the following documents:

- (a) commercial invoices conforming with the pro forma invoices already deposited.
- (b) a sterling all-risks insurance policy.
- (c) a complete set of through shipped on board bills of lading showing freight and transport costs paid to the Congo. The through bill of lading will be drawn up in the name of the bank establishing the credit.
- (d) the Certificate of exporter that the goods are of United Kingdom manufacture.
- (e) any other documentation required by the importer or the Ministry of National Economy.

No. 2

*The Prime Minister of the Republic of the Congo to Her Majesty's  
Ambassador at Leopoldville*

*Leopoldville,*

Excellence,

*le 3 janvier 1964*

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence du 3 janvier 1964 rédigée comme suit :

[As in No. 1]

En réponse, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les propositions qui précèdent peuvent être acceptées par le Gouvernement de la République du Congo qui, en conséquence, donne son accord que la lettre de Votre Excellence avec son annexe et la présente réponse constitueront un accord entre les deux Gouvernements.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'expression de notre sincère gratitude pour l'aide généreuse que le Gouvernement de Sa Majesté britannique nous apporte en cette circonstance et vous prie de croire à l'assurance de ma haute considération.

C. ADOULA.

[Translation of No. 2]

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of the 3rd of January, 1964, worded as follows :

[As in Translation of No. 1]

2. In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the foregoing proposals are acceptable to the Government of the Republic of the Congo, who therefore agree that Your Excellency's letter, together with its Annex and the present reply, shall constitute an Agreement between the two Governments.

Please accept, Excellency, the assurance of our sincere gratitude for the generous aid that Her Britannic Majesty's Government grants us at this time and I ask you to accept the assurance of my highest consideration.

C. ADOULA.

Printed in England and published by  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE